

Paris, le 19 mai 2020

L'Agriculture européenne mérite un projet ambitieux, sans précipitation !

Communiqué de presse à l'occasion d'un échange en visioconférence, entre les Présidents du DBV - Association des agriculteurs allemands, Joachim Rukwied, et de la FNSEA, Christiane Lambert

Dans le contexte de crise sanitaire majeure que vit l'Europe, les agriculteurs allemands et français se sont pleinement mobilisés pour assurer la continuité de la production agricole et alimentaire, et respecter les mesures sanitaires indispensables pour prévenir la propagation du Covid-19. Et la chaîne alimentaire a tenu, il n'y a pas eu de pénurie !

L'économie européenne est fragilisée. Les exploitations agricoles connaissent également à leur niveau des difficultés de trésorerie. La Commission européenne a mis en place des mesures d'urgence pour certains secteurs parmi les plus impactés, mais aucun secteur ne peut être laissé de côté. DBV et FNSEA s'opposent au recours à la réserve de crise, prélevée sur les aides du 1^{er} pilier de la PAC, pour financer toute mesure supplémentaire nécessaire. Un budget de crise pour venir en aide aux agriculteurs devrait être financé hors PAC.

DBV et FNSEA réitèrent leur demande d'un budget stable et fort pour la PAC, dans le prochain Cadre Financier Pluriannuel : La crise du COVID-19 renforce la pertinence et la légitimité de la PAC, première politique communautaire. FNSEA et DBV réaffirment qu'une décision sur le budget européen est un préalable indispensable à toute réforme de la PAC. Sur la base d'un budget conforté, les réflexions concernant l'évolution de la PAC pourront alors être finalisées.

De même, les stratégies « De la Ferme à la Fourchette » et « Biodiversité 2030 », que la Commission présentera prochainement, auraient dû être reportées car elles impliqueront le secteur agricole : DBV et FNSEA regrettent une approche peu réaliste et arbitraire concernant certains objectifs n'ayant pas fait l'objet d'études d'impact appropriées, en particulier sur le plan économique. Les objectifs environnementaux doivent être fixés en concertation avec les agriculteurs, également en tenant compte de la concurrence internationale. Dans le cas de normes européennes unilatéralement plus élevées, les responsables politiques doivent fournir des instruments et des mécanismes, pour rééquilibrer les divergences entre les normes environnementales et climatiques internationales et européennes, et pour prendre en compte ces différences dans les exigences de production.

Enfin, l'agriculture devra être traitée comme un secteur essentiel, dans le cadre du plan de relance européen : la production de denrées alimentaires sur le territoire européen est un enjeu de société. La crise du Covid-19 l'a pleinement démontré, plus personne ne peut l'ignorer ou le minimiser ! DBV et FNSEA partagent la vision commune, d'une agriculture compétitive et durable, efficace, économique et écologique. À cette fin, des fonds pour les investissements et les innovations doivent être mis à disposition dans le cadre du Plan de relance.

Une Europe sans agriculture serait une Europe sans sécurité alimentaire, ce qui est inconcevable ! Les agriculteurs allemands et français sont prêts à jouer leur rôle, en particulier dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité. Les décideurs, les citoyens et les consommateurs doivent permettre aux agriculteurs de vivre dignement de la vente de leurs productions, afin de concilier activité économique et transitions climatique et environnementale.

Contacts :

DBV : Axel Finkenwirth, DBV Pressesprecher (porte-parole) - a.finkenwirth@bauernverband.net

FNSEA : Marion Fournier – 07 60 29 56 17 - marion.fournier@reseaufnsea.fr